

## **Pourquoi ces rassemblements samedi 22 octobre à Lille ?**

### **Deux vidéos :**

vidéo gaz de couche : <http://www.dailymotion.com/video/x4ynacr> ;

10 minutes 06 secondes

vidéo ceta : <http://www.dailymotion.com/video/x4yn16e> ;

2 minutes 34

**Des photos de ces rassemblements ;** cliquez sur le lien :

<http://dl.free.fr/s87YYyZgo>

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

Il fallait s'opposer à l'exploitation du gaz de couche dans la région et ailleurs. Il fallait montrer que la Wallonie avait bien raison de s'opposer à la ratification du CETA (traité entre le Canada et l'union européenne) Cela s'est vu lors des deux rassemblements.

### **Samedi à 11 heures, il y a eu un rassemblement place de la république**

Il fallait dénoncer « la Française de l'Énergie », entreprise qui est maintenant cotée en bourse et qui veut exploiter du gaz de couche en Lorraine puis dans le Nord/Pas-de-Calais. Il fallait indiquer toute la stratégie spéculative de cette entreprise qui a un compte dans les îles Caïmans.

Il faut appuyer où cela fait mal. Pour l'instant, la méthode de cette entreprise a consisté à faire un coup de bluff avec la bourse : cela lui a permis de racheter Gazonor qui s'occupe d'extraire le grisou, qui agit en Lorraine, dans notre région et en Belgique, et qui a une compétence technique. Mais, pour l'instant, cela tourne mal puisque l'action a chuté en 5 mois d'existence et est passée de 27 € à 12,65 €. Ce qui fait que la situation financière n'est pas brillante.

C'est pour cela qu'il fallait enfoncer le clou, là où cela fait mal. Il fallait aussi montrer le jeu dangereux du Crédit Mutuel qui a prêté assistance financière à l'entreprise « française ».

*Que fait le Crédit mutuel dans l'aide au gaz de couche ?*

*Le Crédit Mutuel Nord Europe tente d'apparaître (campagnes publicitaires, communication...) comme une banque responsable et engagée. Pourtant, cette banque s'est fourvoyée dans une prise de capital de 2,61 % de*

*l'entreprise "La Française de l'Énergie", lors de l'introduction en bourse de celle-ci, soit une contribution de 5 millions d'euros environ. Actuellement, il a déjà perdu plus de 2,5 millions d'euros !*

*Ceci nous amène à dire qu'elle finance des énergies sales avec votre argent, puisque le gaz de couche a des conséquences environnementales graves (sur l'eau, l'air, les affaissements de terrains...) et surtout des conséquences désastreuses sur le climat : les banques doivent désinvestir le secteur des énergies fossiles si l'on veut conserver des conditions de vie acceptables aux générations qui suivent.*

*Nous vous suggérons d'écrire à votre banque pour lui demander de stopper le soutien à ces énergies.*

C'est pourquoi il y avait une affiche sur laquelle était indiquée :

**« AVEC VOTRE ARGENT, LE CRÉDIT ~~MUTUEL~~ MORTEL ~~PROTÈGE~~ DÉTRUIT LA PLANÈTE EN FINANÇANT DES ÉNERGIES ~~PROPRES~~-SALES »**

Puisque nous étions devant le siège du crédit « mutuel », nous avons envoyé un couple pour poser des questions à un responsable de la succursale. Bien entendu, il n'a pas été capable d'expliquer pourquoi le CM avait engagé de l'argent dans cette aventure bien particulière.

Pour la petite histoire, une personne qui travaillait dans cette agence et qui était avec le groupe de manifestants a été interpellée par un de ses collègues travailleur qui lui a demandé des explications. C'est là que l'on voit la limite de la parole des travailleurs qui n'ont pas le droit d'avoir une liberté de pensée !

Puisque nous étions près de la place de la République, puisqu'il y avait du monde qui passait, nous avons expliqué pourquoi nous nous rassemblions. Globalement, quand la discussion avait lieu, elle était très positive.

Nous en avons profité pour demander de répondre au **sondage** suivant :

<b>Question</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
Pensez-vous qu'il faille passer par l'exploitation du gaz de couche pour trouver de nouvelles énergies dans les Hauts-de-France ?		
Pensez-vous que l'on peut récupérer sans danger, dans la région, du méthane à partir des veines de charbon ?		
Pensez-vous qu'avec cette nouvelle technique pour obtenir de		

l'énergie il y aura plus de tremblements de terre ou d'affaissements de terrain ?		
Pensez-vous que, par cette exploitation, les nappes phréatiques vont être polluées ?		
Pensez-vous qu'il est possible de rendre potable l'eau utilisée pour l'exploitation du gaz de couche ?		
Pensez-vous que cette exploitation a des répercussions sur la production de gaz à effet de serre ?		
Pensez-vous que cette exploitation aura des répercussions sur le climat ?		
Pensez-vous que cette exploitation aura des effets importants sur la création d'emplois et la résorption du chômage dans la région ?		
Pensez-vous qu'il vaut mieux transporter du gaz de schiste Nord-Américain et Canadien jusqu'au terminal méthanier de Loon-Plage (près de Dunkerque) ?		

Globalement, la matinée n'a pas été inutile. On n'a pas perdu notre temps. Cela aurait été encore plus efficace si nous avions encore eu plus de personnes à ce rassemblement. Ce sera pour une prochaine occasion.

\*\*\*\*\*

### **Pourquoi le CETA concerne les opposants au gaz de couche ?**

Si le CETA passe, cela veut dire quoi dans le domaine de l'extraction des énergies fossiles ?

Cela encouragera l'investissement dans les sables bitumineux.

Comment respecter l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement planétaire si on continue à extraire et importer massivement du pétrole issu des sables bitumineux du Canada ? Ce carburant est 49 % plus émetteur de CO2 que le pétrole conventionnel. Or, le Ceta ne fait aucune différence entre énergies sales et renouvelables. Un de ses objectifs est de libéraliser les échanges d'énergie entre le Canada et l'Europe. Il va encourager l'investissement privé dans l'extraction et le transport d'énergie, dont le pétrole tiré des sables bitumineux. Il ne prévoit aucune exception qui permettrait à un gouvernement de limiter l'exploitation ou l'importation d'énergies fossiles.

D'après les scientifiques, rester sous la barre des 1,50° C ou 2° C de réchauffement par rapport à la période préindustrielle suppose de laisser 80 % des réserves connues d'énergies fossiles dans les sous-sols. Et d'éliminer d'abord les plus polluantes d'entre elles.

C'est pourquoi, après le rassemblement de la place de la République, nous nous sommes associés à un rassemblement -sur la grand place- en soutien à la Wallonie.

La Wallonie s'oppose à la ratification du traité entre le Canada et l'union européenne, c'est à dire au CETA.

En dehors du problème des sables bitumineux, nous ne pouvons qu'être opposés à ce traité car il aura des conséquences néfastes, notamment sur l'environnement, sur l'agriculture et sur la démocratie.

Par ailleurs, on peut être persuadés que ce traité permettra aux USA de venir en Europe pour polluer -essentiellement au niveau alimentaire, industriel ...

\*\*\*\*\*

### **Le «non» au gaz de houille, samedi, place Richebé**

Une quarantaine de militants ont manifesté, samedi place Richebé, devant la banque Crédit Mutuel, qu'ils accusent d'investir dans l'extraction du gaz de houille, dans le bassin minier du Nord de l'Est de la France. Ils appellent, au contraire, la banque à se tourner vers les énergies non fossiles.

Une quarantaine de militants ont manifesté, samedi place Richebé, devant la banque Crédit Mutuel.

Dans le Nord – Pas-de-Calais, l'extraction du charbon a cessé depuis 1990. Les puits sont fermés mais les veines comportent encore en sous-sol une autre énergie : le gaz, dit de houille ou de couche. Il intéresse une société, la Française de l'énergie, notamment dans les anciens bassins miniers du Nord et de l'Est de la France.

### **« Il faut investir dans des énergies propres ! »**

Samedi, à Lille, une quarantaine de militants ont manifesté pour dire « non » au gaz de houille nordiste. « *L'extraction de ce gaz exige l'usage de la fracturation hydraulique, affirment-ils, il n'y a pas de technique propre.* »

Le cortège s'est dirigé place Richebé, face au siège du Crédit Mutuel, accusé d'avoir « *contribué au montage financier de la Française de l'énergie.* » « *Avec le réchauffement climatique qui s'annonce, il faut arrêter d'investir dans*

*les énergies fossiles* », soulignent les militants. Et d'appeler, au contraire, la banque à « *financer des énergies propres.* »

A.D. ; La Voix du Nord

\*\*\*\*\*

### **Un article de M. Combes**

Le Canada ne veut plus négocier le CETA avec l'union Européenne ; pour l'instant !

#### **Mercredi :**

voir le communiqué de presse du collectif stop tafta :

<https://www.collectifstopafta.org/actu/article/ceta-l-approbation-des-28-n-aura-pas-lieu>

#### **Vendredi :**

voir le communiqué de presse d'ATTAC-AITEC et Amis de la terre :

<https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/ceta-une-opportunit-e-pour-la-democratie-la-signature-doit-etre-ajournee>

#### **Samedi matin :**

le président du Parlement européen Martin Schulz a pris l'initiative de rencontrer :

- la ministre canadienne Chrystia Freeland (déclaration à la presse ici : <http://ec.europa.eu/avservices/video/player.cfm?sitelang=en&ref=I128308>)
- puis Paul Magnette, ministre-président de la Wallonie ; déclaration à la presse ici : <http://ec.europa.eu/avservices/video/player.cfm?sitelang=en&ref=I128310>

#### **Il en ressort :**

- les négociations bilatérales entamées vendredi entre Canada et Wallonie sont closes ; Magnette a même dit que ces négociations avaient permis "des avancées" et qu'elles ont permis d'obtenir un accord sur le texte ; la ministre repart à Toronto ;
- les trois reconnaissent que "la balle est désormais" dans le camp de l'UE
- suite à la rencontre Schulz-Freeland, la date du 27 octobre a été prononcée comme une échéance qui restait à l'agenda ;
- suite à la rencontre Schulz-Magnette, la date du 27 octobre n'est plus évoquée ; Schulz se veut optimiste sur la possibilité de résoudre les "dernières difficultés" ; Magnette a lui salué l'effort du président du Parlement européen pour "trouver des solutions aux problèmes qui sont largement

partagées par les citoyens européens" ; Il indique néanmoins qu'il "reste quelques petites difficultés entre Européens", ce qui l'amène à considérer qu'il "faut travailler et discuter, non pour créer des problèmes, mais pour chercher des solutions pour que l'on ait des traités qui soient avec un niveau de protection en matière sociale, de services publics, d'environnement, avec un niveau de garantie juridictionnelle qui soit les plus élevés au monde, et que ceci devienne demain le standard que l'Union européenne défendra dans toutes ses négociations bilatérales ; c'est un enjeu qui en vaut la peine, et cela vaut la peine de prendre encore un petit peu de temps et de permettre aussi que se terminent les procédures parlementaires qui ont commencé".

**Bref, ce n'est pas fini. On a gagné du temps sans doute.**

Du temps pour renforcer les exigences et la pression sur Fekl et Hollande.